



HAL
open science

Sociologie et francophonie en Tunisie

Imed Melliti

► **To cite this version:**

Imed Melliti. Sociologie et francophonie en Tunisie. Lettre de l' AISLF, 2007, 4, pp.20-23. halshs-03862714

HAL Id: halshs-03862714

<https://shs.hal.science/halshs-03862714v1>

Submitted on 9 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sociologie et francophonie en Tunisie

par Imed Melliti

La fondation de la « sociologie tunisienne »¹, si ce mot a un sens, s'est effectuée, pour employer un lexique tourainien, sur un principe d'opposition et non sur un principe d'identité. Dès le départ, elle a été construite contre quelque chose, en l'occurrence, contre « la science coloniale », beaucoup plus qu'elle n'a été fondée sur un projet commun. Ce rejet de la « science coloniale » avait pour corollaire la disqualification des objets privilégiés par cette tradition, comme étant l'expression d'un passé désuet. Tribalisme, rites religieux et autres croyances maraboutiques et superstitions, assimilés à des espèces sociologiques en voie d'extinction, sont passés à la trappe du discours sociologique. Au lendemain de l'indépendance, le paradigme sociologique qui va dominer est essentiellement développementaliste. L'analyse du changement, perçu comme une entrée progressive dans la modernité, va être le maître mot de cette première période. Si l'appel programmatique à « décoloniser la sociologie » n'est nullement l'apanage de la sociologie tunisienne, le sociologue marocain Abdelkébir Khatibi ayant été le chantre de ce projet², en Tunisie, comme un peu plus tard en Algérie, cette décolonisation des sciences sociales se fera sous l'impulsion institutionnelle de l'État, à travers la création en 1962 du fameux CERES, le Centre d'études et de recherches économiques et sociales. Au sein du CERES, une alliance objective se mettra en place entre un État modernisateur et des sociologues de la modernisation³.

De manière plus concrète, et à l'exception de quelques-uns comme Abdelwahad Bouhdiba avec son travail sur la sexualité en islam, on peut dire que la sociologie de la première génération en Tunisie est une sociologie qui se désintéresse complètement de tout ce que la culture, dominée par les figures de la tradition, pourrait nous apprendre sur la société. Les objets de recherche privilégiés par cette génération de sociologues tunisiens, de 1960 jusqu'au milieu des années 1970, en disent long sur leur « parti pris moderniste » : la réforme agraire et le développement (Abdelkader Zghal et Khalil Zamiti), l'industrialisation et la transformation du monde ouvrier (Saleh Hamzaoui, Frej Stambouli, Ridha Boukrâa), les élites, les nouvelles structures d'encadrement et de mise en place des institutions de l'État moderne (Lilia Ben Salem, Elbaki Hermassi), l'école ainsi que les effets et les limites de la démocratisation de l'enseignement (Dorra Mahfoudh). Malgré leur orientation résolument empirique, c'est la rhétorique qui semble en définitive l'emporter dans la plupart des travaux de recherche de la première vague ; une rhétorique essentiellement marxiste soucieuse de « traquer » le poids des déterminations sociales et économiques et de mettre au jour les obstacles qui entravent le changement et le « développement »⁴.

¹ Lilia Ben Salem préfère parler à ce propos de proto-école ou de nébuleuse. Cf. Ben Salem Lilia, « Le statut de "l'acteur social" dans la sociologie tunisienne », in *Correspondances*, n° 49, 1998, pp. 3-9.

² KHATIBI Abdelkébir, *Chemins de traverse. Essais de sociologie*, Rabat, Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (Université Mohammed V – Souissi), 2002.

³ Cf. KERROU Mohamed, « Être sociologue dans le monde arabe ou comment le savant épouse le politique », in *Peuples Méditerranéens*, n° 54-55, janvier/juin 1991, pp. 247-268.

⁴ Cf. BEN SALEM Lilia, *op. cit.*

En dépit de la volonté de rompre avec l'héritage colonial, il n'est pas difficile de constater que les premières gestations de la sociologie comme discipline scientifique enseignée en Tunisie sont intimement liées à l'histoire de la sociologie française et, de manière plus générale, au champ sociologique francophone. Plusieurs indices le montrent. Non seulement la majorité des sociologues tunisiens de la première génération ont été formés dans les universités françaises sous l'influence d'éminents sociologues et spécialistes du Maghreb, tels que Granet, Georges Gurvitch, Jean Duvignaud, Georges Balandier ou Jacques Berque, mais on peut constater aussi que certaines de ces figures de la sociologie française dans les années 1950 et 1960 et d'autres, tels que Jean Cuisenier et Carmel Camilleri, ont joué un rôle déterminant dans la mise en place institutionnelle de la discipline dans le champ académique en Tunisie, d'abord à travers l'enseignement dans l'École des Hautes Études de Tunis, institution créée sous le Protectorat et rattachée à l'université française ; ensuite, dans le cadre du département de sociologie institué avec la création de l'université tunisienne en 1961, quelque temps après celle des premiers certificats de la licence de sociologie en 1958⁵.

À croire certains observateurs privilégiés du champ académique, cette hégémonie de la sociologie française et, de manière plus générale, de l'enseignement de la discipline dans la langue française est un fait incontestable jusqu'au début des années 1980. En travaillant sur les listes bibliographiques fournies par les enseignants du département de sociologie de l'Université de Tunis à leurs étudiants entre 1978 et 1982, Tahar Labib relève le caractère profondément francophone de l'enseignement de la sociologie jusqu'à cette date. Son recensement bibliographique indique que 40 % des auteurs référencés sont français et que la quasi-totalité (soit 191 sur 209) des ouvrages cités sont écrits ou traduits dans la langue française. Les intitulés des enseignements, de leur côté, témoignent de la prégnance des découpages géopolitiques hérités de l'ère coloniale et de la tradition islamologique française, à travers des cours consacrés à la sociologie du Maghreb et du monde musulman⁶.

La crise du paradigme développementaliste étroitement liée à une autre crise, celle des politiques de planification et de la modernisation volontariste de la société, a été, dès le début des années 1970, à l'origine d'un discours sociologique qui réclame le retour de la dimension culturelle. Ainsi, l'intérêt pour la culture commence à regagner du terrain, même si la même détermination à faire table rase de l'héritage orientaliste et anthropologique persiste pour ne pas dire s'amplifie, pour atteindre son apogée, au milieu des années 1980 avec la critique saïdienne de l'orientalisme. Avec ce changement de cap, la culture n'est plus perçue comme un résidu du passé, mais comme une composante essentielle d'un soi authentique considéré comme imperméable à tout outillage théorique « importé ». Deux aspects majeurs caractérisent cette nouvelle orientation de la sociologie tunisienne : premièrement, un retour à la question identitaire au dépend de la question du changement et des réformes économiques et sociales (les travaux sur la religion, sur le rapport entre l'islam et le nationalisme, puis sur l'islamisme prendront peu à peu le dessus) ; deuxièmement, un débat plutôt virulent sur le degré de compatibilité des concepts d'origine occidentale avec la « spécificité culturelle des sociétés arabes », et en particulier de la société tunisienne. Ce mot magique de « spécificité culturelle » a déjà servi de drapeau de ralliement à tous les réfractaires à la politique de modernisation volontariste imposée par l'État.

⁵ Il y a une véritable polémique sur la date de création de la première licence de sociologie en Tunisie. Cf. HFAÏDH Abdelwaheb, *Le métier de sociologue aujourd'hui* (en arabe), Tunis, Association tunisienne de sociologie.

⁶ LABIB Tahar, « L'enseignement de la sociologie en Tunisie entre le texte et l'esprit » (en arabe), in *Nah'wa cilm ijtimac carabî*, Beyrouth, Markiz Dirâsât al-Wih'da al-cArabiyya, 1986, pp. 309-329.

Même si le débat sur l'arabisation de la sociologie et de son enseignement remonte au milieu des années 1970⁷, pour Abdelkader Zghal, la création à Tunis de l'Association arabe de sociologie en janvier 1985, soit dix ans après, a constitué un tournant idéologique déterminant dans ce qu'il qualifie de demande « d'indigénisation des sciences sociales »⁸. C'est dans le même sens que Mohamed Kerrou affirme que la sociologie « arabe » est devenue au cours des années 1980 un « véritable mythe mobilisateur », au sens sorélien du terme, « le mythe de l'arabisation ou plutôt de l'arabité sociologisée »⁹.

L'arabisation de l'enseignement secondaire et universitaire et plus particulièrement de l'enseignement de la sociologie aidant, la demande d'indigénisation des sciences sociales s'accompagnera d'une indigénisation des référents : la plupart des tenants d'une sociologie arabe en Tunisie se réclament de la figure emblématique d'Ibn Khaldoun, considéré comme le « vrai » fondateur de la sociologie, ou pour le moins, comme le père tutélaire de cette sociologie arabe qui viendrait à naître. Les travaux de fondation d'une sociologie khaldounienne, œuvres pour la majorité de sociologues issus du Proche-Orient, plus particulièrement de l'Égypte et de l'Irak, tels que Hassan Saâti et Ali Wardi, aura une influence considérable sur cette deuxième génération de sociologues tunisiens.

Beaucoup plus que d'une forme de demande d'indigénisation des sciences sociales, il nous semble que ce tournant des années 1980 correspond dans la sociologie tunisienne, de manière plus profonde, à une forme de « communautarisation des enjeux de savoir »¹⁰, les droits de la communauté « naturelle » l'emportant pour ainsi dire sur les droits de la communauté scientifique¹¹. Si nombre de sociologues tunisiens vont faire valoir, de plus en plus, une légitimité de l'autochtonie, face à un savoir considéré comme « faussement universel », parce qu'il est fondamentalement occidental, et s'installer progressivement dans cette phobie du comparatisme, que décrit bien Jocelyne Dakhli, c'est que le transfert des concepts se fait, à leurs yeux, toujours dans un sens unique, selon une logique « annexionniste » et asymétrique¹². Au nom d'une « légitimité identitaire », ils finissent par verser dans une vision idiosyncrasique des notions et revendiquent un repli conceptuel sur les catégories de la culture maternelle.

Bien qu'il ne cesse de perdre de sa vigueur et de sa ferveur idéologique de départ, ce mouvement impulsé au milieu des années 1980 a engendré une situation irréversible qui se traduit par une dualisation de la production sociologique fonctionnant, désormais, dans une large mesure, sur le clivage francophonie / arabité. Trois tendances majeures dominent le paysage sociologique actuel en Tunisie : 1 – les héritiers du projet d'indigénisation des sciences sociales, pour qui le travail sur le fait tribal ou sur la question de l'identité (au singulier) est toujours d'actualité. Ces sociologues produisent, pour la plupart d'entre eux, dans la langue arabe et se positionnent sur le « marché scientifique » et dans des réseaux académiques et d'expertise situés essentiellement au Proche-Orient ; 2 – une deuxième voie beaucoup moins unitaire dans laquelle on peut situer tous les sociologues qui travaillent sur des questions qui relèvent de la sociologie du changement à travers des démarches non déterministes et des méthodes de plus en plus qualitatives, en reprenant à

⁷ En témoigne un certain nombre d'articles publiés par S. Hamzaoui, Tahar Labib et d'autres ainsi que l'organisation en mai 1975 à Tunis d'une rencontre consacrée à l'arabisation de la philosophie et de la sociologie. *Ibid.*

⁸ ZGHAL Abdelkader, « Pour changer la notion de spécificité d'un objet de désir en objet de recherche sociologique », in Mahfoudh-Draoui Dorra et Ben Salem Lilia (dir.), *Modernité et pratiques sociologiques*, pp. 97-113.

⁹ KERROU Mohamed, *op. cit.*

¹⁰ ROUSSILLON Alain, « Sociologie et identité en Égypte et au Maroc : le travail de deuil de la colonisation », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 7, 2002, pp. 193-221.

¹¹ FERRIE Jean-Noël, « Sciences coloniales, centralité scientifique et périphérie savante. Le Maghreb et l'Égypte comme application locales d'un discours global », in *Annales Islamologiques*, vol. 28, 1994, pp. 231-257. Cf. également MELLITI Imed, « Une anthropologie "indigène" est-elle possible ? Réflexions sur le statut de l'anthropologie en Tunisie », *Arabica*, tome LIII, 2, pp. 163-176.

¹² DAKHLIA Jocelyne, « La "culture nébuleuse" ou l'Islam à l'épreuve de la comparaison », *Annales ESC*, 6-2001, pp. 1177-1199.

leur compte des notions telle que celle « d'individu », d'autres qui récupèrent des objets initialement étudiés par l'ethnologie classique ou l'anthropologie actuelle, tel que les contes, les mouvements confrériques, les pratiques culinaires, l'urbanité, etc. Dans leur majorité, ces derniers écrivent dans la langue française et gardent des liens étroits avec le champ sociologique français et, plus généralement, francophone ; 3 – une dernière tendance dominée par l'expertise impulsée essentiellement par la demande publique mais aussi par certains organismes internationaux. Se situe dans cette tendance une grande partie des travaux sociologiques sur les femmes, sur la famille, sur la société civile, sur les jeunes, sur le monde rural, etc. Bien qu'il rompe avec les illusions de la première génération, ce type de sociologie est résolument « moderniste ».